
Déclaration de la FNEC-FP FO au CTSD du 2 septembre 2020
Ajustements de rentrée 1^{er} degré

Monsieur le directeur académique,

Nous voici donc dans le premier CTSD de rentrée du "Monde d'Après" appelé des vœux du Président de la République. La FNEC-FP FO de la Mayenne n'a pas proposé de projet alternatif de calendrier de rentrée ou de protocole « sanitaire. » mais porte, dans le respect de ses mandats, les revendications urgentes des personnels.

Ce que veulent nos collègues enseignants du 1^{er} degré, c'est que tous les moyens leur soient donnés pour que cette rentrée se passe dans les meilleures conditions, que leurs missions et leurs statuts soient respectés, que les conditions sanitaires soient réunies, que leur employeur assure ses obligations en matière de santé et de sécurité, que soient créés tous les postes nécessaires et que cessent les contre-réformes.

Force est de constater que nous en sommes loin.

Sur la question des moyens, et compte tenu de la situation sanitaire, notre organisation demande depuis des mois la création de postes à hauteur des besoins et des enjeux. D'autres ont su le faire ! L'Espagne a par exemple recruté 11 000 enseignants ; l'Italie, 84 000 pour dédoubler les classes...

AUCUNE fermeture n'aurait dû être prononcée lors de la préparation de la carte scolaire de cette rentrée !

AUCUNE fermeture ne peut être prononcée en cette rentrée.

TOUTES les ouvertures demandées devraient être satisfaites. Le contexte sanitaire inchangé aurait dû inciter à donner partout des moyens pour réduire les effectifs.

Comment peut-on accepter dans ce contexte une fermeture de classe à l'école Hilard ? à l'école Jules Verne élémentaire ?

Comment peut-on accepter les fermetures à Château Gontier ? à Mayenne ?

Comment pourrait-on accepter une fermeture à Jules Verne maternelle ?

Comment imaginer mettre en concurrence les collègues des écoles maternelles Badinter et Jules Verne pour conditionner une ouverture chez les uns à une fermeture chez les autres ?

Comment faire sans postes en quantité suffisante ? Ce manque d'enseignants en Mayenne est une triste réalité aux conséquences concrètes :

- Manque de place pour l'enseignement spécialisé (RASED, enseignants référents...)
- Manque de professeurs remplaçants (5 fermetures de postes au mois d'avril)
- Menaces récurrentes depuis des années sur les écoles rurales
- Fermetures non-justifiées dans nos écoles urbaines

Il y a des institutions qui ne peuvent pas être gérées avec les seuls logiciels comptables. L'Education Nationale doit être de celles-ci.

Sur la question des conditions sanitaires, que penser ? Nous voici avec un énième protocole qui impose le port du masque en permanence, par tous les personnels tout au long d'une journée d'école, « *tant dans les espaces clos que les espaces extérieurs* » alors qu'on nous expliquait, au plus fort de la pandémie, que les masques étaient inutiles.

Et de quel type de masque parlons-nous quand seuls sont reconnus protecteurs par les normes du Code du travail, les masques FFP2, ceux-ci n'étant toujours pas mis à disposition des personnels qui le demandent, notamment ceux à risque.

Par ailleurs, les 5 masques lavables 30 fois reçus dans les écoles pour chaque enseignant, ne sont, comme le descriptif l'indique, "*ni un dispositif médical (masques chirurgicaux), ni un équipement de protection individuelle au sens du règlement (masques filtrants de type FFP2)*" ce qui est loin de rassurer nos collègues. De plus, ils sont en quantité largement insuffisante pour permettre un usage hebdomadaire.

Comme l'ont déjà formulé fin août nos représentants au CHSCT, nous réitérons ici notre demande de réunion du CHSCT départemental.

Notre organisation condamne la décision du gouvernement de ne pas fournir gratuitement aux élèves les masques qu'il rend obligatoires. **C'est la gratuité de l'école qui est mise en cause.** Ce précédent inacceptable en pourrait en appeler d'autres ce qui nous est intolérable.

Finalement, en poursuivant les mêmes logiques, le monde "d'après" ressemble beaucoup au monde "d'avant".

Pour conclure, notre fédération demande que les instances se tiennent à nouveau en "présentiel".